

POUR LE 3 MAI

LES ASPECTS CULTURELS DE LA SECURITE EUROPEENNE : LA CIRCULATION  
DES HOMMES ET DES IDÉES

Le problème

De quoi s'agit-il ? D'un point de vue étroit et pratique, de presque rien.  
D'un point de vue large et symbolique, de l'essentiel. Le problème de la communication culturelle comme indicateur ou révélateur des priorités politiques des différents Etats, du sens et du résultat de la C.S.C.E. et du caractère de la phase politique et historique actuelle en Europe. Il met en cause le sens des notions de détente, de coexistence pacifique, de lutte idéologique, de souveraineté, de droits de l'homme, de statu quo, de changement, et finalement de sécurité et de coopération et de leurs rapports.

Problèmes précis :

- 1) Echanges et coopération dans le domaine de la culture (arts, sciences, etc.) et de l'éducation.
- 2) Circulation des individus et contacts entre eux : visas, tourisme, etc..
- 3) Problèmes de l'information : conditions de son exercice et de sa réception.

Ces trois aspects doivent-ils être liés (position occidentale) ou séparés (position soviétique) ?

Problème général :

Paradoxe de la phase actuelle : acceptation de la division - territoriale et idéologique - de l'Europe, mais nécessité simultanée (pour ceux-là même qui réclament cette division) de la communication, des échanges, de la coopération économique et technique. Acceptation du statu quo, mais, par là même, libération de forces de changement - économiques, sociales, culturelles, psychologiques - qui peuvent le mettre en question plus profondément que les pressions militaires ou les combinaisons

diplomatiques. Vulnérabilité accrue des sociétés à leur influence réciproque. Qui transformera l'autre davantage, ou qui résistera le mieux à la décomposition ou à la dilution ? Qui contrôlera le processus ? Caractère déstabilisateur possible de l'interdépendance et de la communication - risques d'érosion (surtout à l'Ouest) et d'explosion (surtout à l'Est). D'où nécessité d'une régulation réciproque. Doit-elle être multilatérale et institutionnalisée ? Rôle de la C.S.C.E. Intérêts communs et divergents. Par delà la survie, qu'attendent les uns et les autres du processus pan-européen ?

Plus généralement, il y a :

- 1/ Contradiction entre, d'une part, la nature d'un système international, fondé sur la délimitation territoriale (renforcée par l'équilibre nucléaire) soit des blocs idéologico-militaires, soit des Etats souverains et, d'autre part, les tendances de la technique moderne, en particulier celle des communications de masse, à l'interpénétration universelle mais inégale. (cf. problème de la transmission des programmes télévisés par satellites), ainsi que les aspirations des populations à participer à la société d'abondance et à ses modèles culturels ;
- 2/ Contradiction, face à ce problème, entre les objectifs des différents Etats et, parfois, entre les objectifs des mêmes Etats. Pour l'U.R.S.S. et ses satellites, il y a primat du contrôle de l'empire par le leader et de la société par le parti, donc, avant tout, opposition à la pénétration occidentale et aux facteurs d'autonomie et de pluralisme qu'elle pourrait introduire sur le plan social et individuel; donc primat du statu quo, de la division, du contrôle mais aussi acceptation de certains risques par suite des nécessités économiques et des chances d'influencer l'évolution en Occident. Du côté occidental, la situation est encore moins claire : primat défensif de la division et du statu quo ; la libre circulation des biens, des hommes et des idées est-elle un principe de base de la civilisation occidentale, de la société capitaliste (open door, free access) ? Les Etats occidentaux ont-ils une politique - offensive ou positive - envers l'Europe de l'Est ou craignent-ils les conséquences d'une interpénétration réciproque pour leurs propres sociétés ? Ou font-ils confiance au processus ? Celui-ci permet-il d'éviter des décisions

politiques ? Peut-on combiner coopération industrielle et isolement social, détente politique et lutte idéologique asymétrique ? Ou l'évolution et les contacts économiques, techniques, scientifiques, culturels, idéologiques, sociaux et politiques sont-ils inséparables mais leurs rapports sont-ils imprévisibles ? Les Etats occidentaux souhaitent-ils collaborer avec l'U.R.S.S. pour essayer de les séparer, souhaitent-ils utiliser leur interaction pour faire avancer leurs propres objectifs politiques, ou souhaitent-ils essayer de bâtir progressivement un système qui combine de manière plus flexible sécurité et changement, équilibre et s'interpénétration ?

## II- Culture, circulation et C.S.C.E.

Pré-histoire de la négociation, Le dialogue de 1970. La coopération culturelle tantôt exclus des propositions du Pacte de Varsovie (communiqué de Prague, Mai 1970), tantôt réintégrée à la demande des Occidentaux (Communiqué de Budapest). Déclaration de l'OTAN à Rome, demandant une contribution à un "mouvement plus libre des personnes, des idées et de l'information" et le développement de la coopération dans les domaines culturel, économique, technique et scientifique, ainsi que dans celui de l'environnement.

Développements de 1971. Déclaration de principe soviéto-française incluant l'idée des rapports entre individus et pas seulement entre Etats (art. 13). Déclaration américano-soviétique (mai 1972) ne comprenant pas le principe de la libre circulation, contrairement à la position américaine à l'OTAN.

Conférence des ministres européens de la culture (Helsinki, juin 1972) : affrontement des deux conceptions.

Décisions de l'assemblée de l'UNESCO (Paris, novembre 1972) sur le contrôle des communications par satellites : alliance de la France et des pays de l'Est pour le contrôle par les Etats.

Traité fondamental entre les deux Allemagne : clauses sur les visites et les contacts humains.

Expériences ratées d'ouverture des frontières entre la Pologne et la DDR.

Pourparlers multilatéraux préparatoires d'Helsinki.

Optimisme occidental après la première session.

Phase d'enlisement après la troisième.

Emergence de la culture et des contacts humains comme l'un des obstacles essentiels.

Rapports de la "troisième" et de la "quatrième" corbeille : esquisse d'un marchandage entre les contacts culturels et l'organe permanent.

Concession soviétique : acceptation de séparer la coopération économique et la coopération culturelle. Problème actuel : rapports entre la coopération culturelle proprement dite, d'une part les contacts humains et le droit à l'information de l'autre. Intransigeance de l'Est sur ces derniers points.

Brejnev : Discours du 21 décembre 1972 : respect de la souveraineté, des lois et des coutumes de chaque pays. Article de Joukov (Pravda, 5 janvier) : "Chimères et déceptions des faucons" qui veulent changer les sociétés socialistes. Offensive verbale de la presse de l'Est, en particulier est-allemande et polonaise, contre les dangers des contacts et de la détente, et pour la nécessité de renforcer la lutte anti-impérialiste.

"Pas de place pour la diffusion de l'anti-culture".

Un certain flottement dans les positions occidentales. Ambiguïtés et évolutions des positions allemande, américaine, française en particulier. Le problème de la "circulation", seul domaine où l'Occident soit demandeur, n'est pas abandonné mais semble arriver pour chacun en troisième place, derrière le souci de ne pas compromettre des intérêts occidentaux défensifs et celui de ne pas trop déplaire à l'U.R.S.S. et risquer de compromettre soit les relations bilatérales des pays

respectifs avec elle soit la conférence elle-même.

### III - Stratégies possibles

#### Du côté soviétique

1/ Autarcie. Rendu impossible par les besoins économiques et techniques, mais reste l'idéal désiré.

2/ Séparation entre la coopération économique et technique et l'isolement idéologique, social et culturel : impossible à réaliser totalement mais reste visée autant que possible.

3/ Contre-offensive : a) renforcement de la "lutte idéologique" et de la répression à l'intérieur ;

b) arguments et revendications adressés à l'Occident sur son propre terrain. Visas pour ressortissants de l'Est, nombre de traductions du hongrois et du bulgare en français ou en anglais inférieur à celui des traductions de ces derniers en hongrois ou bulgare ;

c) manœuvres pour, sous couleur de détente et de concessions étendre à l'extérieur le champ d'application de leur censure ; l'adhésion à la convention des droits d'auteurs permet d'étouffer le Samizdat et Soljénitzine, un accord sur la radio pourrait permettre d'étouffer ou de gêner Radio Free Europe et Radio Liberty plutôt que de faire cesser leur brouillage.

#### Du côté occidental

1/ Marchandage : reconnaissance du statu quo contre tolérance du changement pacifique, reconnaissance des frontières contre assouplissement de leur fermeture, économie contre culture, circulation des biens contre circulation des hommes, exportation des ordinateurs contre exportation des journaux. Très difficile à réaliser globalement et directement : nature différente des domaines, opposition irréductible

des Soviétiques, intérêt réduit des Occidentaux, pour les aspects politique et humain, intérêt inconditionnel de nombreux milieux économiques pour les relations avec l'Est en tant que telles sans contre-partie autre qu'économique.

2/ Utilisation polémique et tactique. Affirmation des principes de liberté et circulation sous une forme intransigeante, mise sur le tapis des questions les plus gênantes pour les Soviétiques, soit pour empêcher la conférence, soit pour la faire échouer, soit pour l'influencer en dissuadant les Soviétiques d'ouvrir des discussions ou d'émettre des revendications gênantes pour l'Occident : risque de compromettre les quelques concessions pratiques que l'on pourrait obtenir et d'aboutir, ensuite, à céder sans contre-partie.

3/ Acte de foi dans le processus historique. Effort pour rassurer les Soviétiques voire pour les aider à stabiliser leur empire dans l'espoir qu'une fois rassurés ils l'assoupliront. Concessions sans contre partie à court terme, sur le plan diplomatique et idéologique, dans l'espoir que les contacts économiques et technologiques par eux-mêmes auront, à long terme, des retombées favorables sur le plan humain et politique : pari hasardeux, l'U.R.S.S. faisant visiblement le pari contraire. A court terme du moins, le processus entraîne une plus grande répression et rigidité, comme l'a fait remarquer Sakharov. On ne sera jamais assez rassurant pour donner aux dirigeants soviétiques confiance dans leurs populations au risque de l'être trop en les assurant de l'impunité de la répression.

Il est indispensable de combiner les trois approches. Pour l'essentiel, on doit se rallier à la troisième et mettre ses espoirs dans le processus à long terme, mais à condition de faire ce que l'on peut pour l'orienter (au bénéfice des pays d'Europe de l'Est et pas seulement de l'U.R.S.S., des populations et pas seulement des Etats) et le protéger contre les chocs en retour, la suspicion et la répression.

Pour cela, importance d'un code de bonne conduite, d'un dialogue sur les limites tolérables et désirables. Sans émettre d'exigences inacceptables, ni espérer de marchandage global, il faut 1) ne pas craindre d'affirmer ses principes comme l'Est affirme les siens, sans jamais, d'ailleurs, rien demander que l'on ne soit prêt à accorder soi-même. Il y a beaucoup à faire du côté occidental même, dans la direction de cette logique, de la réciprocité et de l'interpénétration ; 2) ne pas sous-estimer les possibilités de marchandage partiel sur des points et à des moments précis voir les allègements humains obtenus par Brandt malgré les craintes des Allemands de l'Est (qui ont dû accepter une certaine ouverture qu'ils essayent depuis de mettre en question) ou par le congrès américain pour la taxe sur l'émigration des Juifs soviétiques.

La question des limites entre le tacite et l'explicite, l'informel et l'institutionnalisé, l'a-politique et le politique, le bilatéral et le multilatéral reste ouverte et doit être résolue pragmatiquement selon les cas. Mais l'impossibilité d'un remède-miracle et la nécessité de la flexibilité et de l'empirisme sur le plan pratique ne suppriment pas la nécessité d'une conception d'ensemble qui, à travers l'Europe de l'Est, touche à l'idée que les Européens de l'Ouest se font de leurs propres sociétés autant que de la sécurité du continent.

Pierre HASSNER

iai ISTITUTO AFFARI  
INTERNAZIONALI - ROMA

n° Inv. 20258  
09 MAG. 1991

BIBLIOTECA